

## RAPPORT d'ACTIVITE 2016

*Présenté par Dominique Lévêque, secrétaire général*

Créé en 2010, il est peut-être utile de rappeler en préambule ce qu'est le PRé, son identité, ses principes, sa méthode (Cf. Charte du Pré et présentation générale sur le site, dans « A propos »). Sa vocation première est et reste de conjuguer Ecologie et République, de réhabiliter le temps long dans les décisions publiques et d'inspirer le débat sur les enjeux de la transition écologique, sur les futurs possibles et désirables.

A l'origine groupe de réflexions sociales et politiques, puis club - dans un esprit très 18<sup>e</sup> siècle (sic !) - notre petite « société » évolue, mais n'entend pas pour autant abandonner le fumet des estaminets, des « cabarets » à vin et à bière, elle a juste décidé depuis un an de s'élargir et de tendre vers un fonctionnement type *think tank*.

Sans que cet emprunt au vocabulaire militaire veuille signifier que nous nous orientons vers une configuration soldatesque ! Encore que l'urgence écologique commande des dispositifs les plus adaptés et les plus élargis possibles. Le PRé n'est pas à proprement parlé un laboratoire, sans doute pas (encore ?!) un *Fab Lab* intellectuel, pour reprendre la dernière terminologie à la mode, mais pour le moins un atelier d'idées, un espace partagé et hybride de réflexions, de critique sociale et d'expertises.

A bonne distance des organisations politiques, ni trop près, ni trop loin.

Le PRé soutient que l'écologie est une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future, dont la France et l'Europe notamment doivent se saisir.

Nous pensons que le projet écologique est capable d'apporter des solutions durables aux nouveaux défis mondiaux. Mais une révolution est nécessaire : celle de notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance. Nous voulons que les sociétés modernes soient le terrain d'émergence d'une nouvelle définition de la satisfaction des besoins, compatible avec ceux des pays en voie de développement comme des pays émergents. Notre idée du progrès est au service d'une qualité de vie durable pour les habitants de la planète.

Enfin, l'ambition du PRé est *pragmatiste* en ce sens que notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait « réalisme » l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. C'est pourquoi le PRé promeut une *écologie des solutions*.

Depuis Mai 2015, date de notre dernière assemblée générale ordinaire où il fut décidé de relancer les activités du PRé, le conseil des membres (CA) et le comité exécutif (Bureau) se sont appliqués à faire vivre l'objet de notre association et à respecter la feuille de route que nous avons alors adoptée.

### I- ORGANISATION & VIE STATUTAIRE

Cette phase a été globalement menée à bien.

#### Création d'un conseil scientifique

Le conseil scientifique (en cours d'achèvement) dont le principe de la création a été validé lors de l'AG de mai 2015 est aujourd'hui en place. Il est composé actuellement de 18 membres.

Ses membres sont : **Timothy Adès**, poète traducteur, écologiste anglais ; **Jacques Archimbaud**, président de la Commission nationale du débat public (CNDP) ; **Pierre Bouchacourt**, directeur associé du cabinet Lysios Public Affairs ; **Véronique Anastasie-Bréchaire**, ingénieur qualitatif agroalimentaire et restauration, microbiologiste, mycologiste des aliments, eau, air, terre, Dg de Planetgoût ; **Vincent Brossel**, directeur de Peuples Solidaires - ActionAid France ; **Jean-Marc Brûlé**, directeur co-fondateur de Green Lotus, ONG de promotion du développement durable en Asie ; **Frédéric Decazes**, éditeur, galeriste d'art et collectionneur, romancier et historien des relations internationales ; **Jean-Patrick Gille**, député d'Indre et Loire, vice-président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, président de l'Union Nationale des Missions Locales, président-fondateur de l'Institut Bertrand Schwartz ; **Serge Guérin**, sociologue, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la « seniorisation » de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du *care* via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale, professeur à l'INSEEC Paris, chercheur associé au Centre Edgar Morin (iiAC - EHES-CNRS) ; **Arnaud Houenou**, politologue, spécialiste de la gestion de crise-maintien de la paix, analyse et évaluation Risque pays, spécialisé Afrique de l'Ouest, assistant professeur de Sciences politiques à l'université d'Abomey Calavi (Bénin), expert consultant auprès de l'Institut Mandela ; **Christophe Léguevaques**, avocat au barreau de Paris et de Toulouse, associé gérant de la cLé, réseau d'avocats, spécialiste dans le droit des catastrophes et les risques, promoteur des actions collectives à la française en matière notamment de crédit bancaire et de risque écologique ; **Thierry Libaert**, universitaire, expert en communication des Organisations, membre du Comité Economique et Social Européen et du comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot, conseiller scientifique de l'université catholique de Louvain ; **Yvan Pavis**, spécialiste RH et communication des Organisations, ancien Secrétaire général de l'Institut National de la Consommation (INC) ; **Bernard Pignerol**, artiste peintre, conseiller d'Etat, président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile, membre du Bureau de France Terre d'Asile ; **Philippe Raynaud**, philosophe et politologue, professeur des universités à l'université de Paris-II Panthéon-Assas, à l'École des hautes études en sciences sociales (EHES), au Centre de recherches politiques Raymond Aron, ainsi qu'à Sciences Po, membre de l'Institut Universitaire de France, ancien Pt de la Fondation du 3 Mars ; **Jean-Claude Ribaut**, architecte, écrivain. Chroniqueur gastronomique à *GMag Hebdo*, *Gastronomie magazine*, journal d'informations comestibles, collaborateur de *Dandy magazine* et correspondant à Paris du magazine suisse *Plaisirs*, ancien chroniqueur gastronomique du journal *Le Monde* ; **Benjamin Stora**, historien, documentariste, spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain, des guerres de décolonisations, et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe, professeur à l'université Paris-XIII, inspecteur général de l'Éducation nationale, président du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée ; **Victor Prudent Topanou**, maître de conférences en Sciences politiques, chef du département de sciences politiques de la faculté de droit et de Sciences politiques d'Abomey-Calavi (Bénin) et directeur du CREA, centre de recherche en sciences politiques, membre du comité scientifique de l'Institut International de Recherche, Politique de civilisation créée sous la présidence d'Edgar Morin, membre du *groupe de Fribourg*, ancien Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme, Porte-parole du Gouvernement du Bénin ; **Frédéric Vigouroux**, maire de Miramas, conseiller

départemental des Bouches-du-Rhône, membre du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

L'idée étant de le faire présider ou co-présider par notre ami **Dan ESTY**, qui nous réserve sa réponse, sur le fait déjà d'intégrer le CS, à l'après élection présidentielle américaine.

Daniel C Etsy, professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale est directeur du *Yale Center for Law and Environmental Policy, missi dominici Environnement, Climat & Economie verte* » de Barack Obama, ancien négociateur américain dans les sommets et instances internationales (COP, OMC, GATT...).

Ce CS est assez bien fourni, mais Il nous manque cependant quelques profils parmi les suivants : 1 océanographe, 1 astrophysicien, 1 agroécologue, 1 entomologiste, 1 ingénieur écologue, 1 naturaliste, 1 philosophe des sciences et techniques, 1 risk manager risque climatique, 1 juriste en droit de l'environnement, 1 spécialiste de la finance solidaire et du financement participatif.

Pour le moins, au titre de contributeurs réguliers ou occasionnels du PRé.

Le tout, ensuite, n'est pas de créer un CS, encore faut-il l'animer. Ce qui n'est pas la partie la plus aisée de l'exercice, même si l'on privilégie les échanges numériques aux réunions physiques plus facilement praticables et pas forcément moins productives.

### **Le travail nécessaire de formalisation administrative**

Sur le registre administratif, un travail préalable indispensable a pu être mené pour formaliser la situation et les dossiers de l'association, tant au plan administratif que comptable qu'au plan de la consolidation du fichier adhérents & sympathisants (quelques 400 personnes aujourd'hui réparties sur l'ensemble du territoire, dont 85 personnes suivent très régulièrement notre actualité), ou de la gestion des archives. Ce travail s'est révélé indispensable pour les actions de relance du PRé et obligatoire pour répondre au vœu de l'AG 2015 d'élargir le cercle des membres du PRé. Je remercie à cet égard notre ami Gilles Sohm, notre ancien secrétaire général, pour sa collaboration qui me fut extrêmement précieuse.

### **Vie statutaire & moyens et développement**

Côté « vie statutaire », il peut être noté que le PRé a tenu depuis mai 2015 13 réunions internes (1 AG ordinaire, 1 AG extraordinaire, 1 AG particulière relative à l'ouverture d'un compte bancaire, 4 conseils des membres, 10 comités exécutifs).

Par la suite, lorsque nous aurons suffisamment développé notre capacité à faire et solidifié notre fonctionnement quant aux moyens, il ne serait pas fantasmé de se régionaliser comme du reste notre AG de l'an dernier nous en ménage la possibilité en modifiant nos statuts en ce sens. De ce point de vue, la nouvelle décentralisation institutionnelle devrait nous offrir des opportunités.

Sur la question des moyens précisément, une campagne d'adhésion ciblée va être lancée et la recherche de financements complémentaires enclenchée.

Car on a beau dire, nous ne sommes pas loin de penser, comme Marx (Groucho), que si « *l'argent ne fait pas le bonheur, et c'est absolument vrai, mais, c'est une chose bougrement agréable à posséder dans un foyer* » (sic !)

Nous n'abandonnons pas la possibilité de conventions avec des universités comme envisagé l'an dernier. Ni avec tel ou tel acteur social ou politique. Il faut juste s'y atteler. Nous pouvons cependant noter à cet égard par exemple que l'UDE qui nous a sollicité (prestement) à l'automne dernier pour devenir « membre-associé » ne s'est pas manifestée depuis et ne nous a proposé aucune étude ou évènement à (co)-organiser ou à animer.

Par la suite, lorsque nous aurons suffisamment développé notre capacité à faire et solidifié notre fonctionnement quant aux moyens, il ne serait pas fantasque de se régionaliser, comme du reste notre AG de l'an dernier nous en ménage la possibilité statutaire. De ce point de vue, la nouvelle décentralisation devrait nous offrir des opportunités.

## **II- PRODUCTION**

En termes de production de contenu, force est de constater que le bilan est (très) modeste, en regard des ambitions de départ, affichées lors de l'AG de Mai 2015. Il est cependant à mettre en examen une fois de plus avec le travail administratif, les mises à jour nécessaires, les révisions statutaires, la reconstitution des archives et l'actualisation du fichier. Il est aussi à juger en fonction du temps disponible que les uns et les autres avons pu y consacrer de Juin 2015 à Septembre 2016, soient seulement 10 mois si l'on enlève les périodes d'été peu propices au travail collectif. Sans compter le temps d'adaptation nécessaire qu'il a fallu aux nouveaux entrants pour se familiariser avec notre mode de fonctionnement. Et je le précise : sans autre assistance extérieure possible, compte tenu du manque de disponibilités financières de l'association. Avec notre seul bénévolat et notre seul enthousiasme en bandoulière. Nous avons tout de même assuré le « minimum syndical » : identifier et valider des thématiques générales, travailler sur quelques notes thématiques et essayer de mettre en place des veilles particulières, mais nous sommes assez loin de ce que nous voulions faire, y compris en termes de travail préparatoire (la phase préalable de problématisation des thématiques en 5 à 10 lignes, etc.). Il est vrai aussi que l'ambition affichée l'an dernier était assez optimiste !

### **Les notes thématiques**

Quelques notes dites thématiques ont été réalisées :

- *L'Europe, c'est par où ? Les enjeux européens de la France pour le prochain quinquennat (publication prévue en novembre 2016). La question de l'obsolescence programmée : au-delà de cette date, votre produit n'est plus valable (publication prévue en octobre 2016). Eloge du lien social (septembre 2016). Histoire de l'immigration et ruptures mémorielles (juin 2016). Sortie de crise de la Loi Travail ? (juin 2016). Mouvements sociaux, grève générale et poison national-étatiste (juin 2016). Pour son premier conseil commun de la fonction publique, le 29 mars 2016, la ministre de la Fonction Publique Annick Girardin a précisé l'agenda social 2016 (mai 2016). Silver économie, usages, technologies et seniors (avril 2016). Extrême-droite et négationnisme font de l'entrisme au sein du nouveau gouvernement du 28<sup>e</sup> membre de l'UE (Janvier 2016). DPDA et les conséquences de l'idéologie anti-raciste sur les mentalités*

*(Janvier 2016). Vers une éthique concrète de la sollicitude ? (Décembre 2015). La naissance d'une nouvelle écologie française ? (Octobre 2015). Les médicaments et molécules chimiques sont-ils « les nouveaux contaminants » de nos environnements marins, rivières, eaux profondes et souterraines en France ? (Octobre 2015). D'une obligation de dépense à un investissement immatériel ; allons jusqu'au bout de la réforme de la formation professionnelle (Septembre 2015). Défense, la nécessité d'une défense européenne forte et renouvelée (note de juin 2011 actualisée août 2015). Pour une écologie républicaine (Juillet 2015). Qu'est-ce que la Laïcité ? (Juin 2015). Vers une social-écologie ? (Mars 2015). Pour des Jeux olympiques écolos à Paris en 2024 (Mars 2015). Actualité de la laïcité (février 2015).*

## **Préfiguration de veilles**

En juin 2015, nous avons arrêté les veilles thématiques :

- Allons-nous vers la fin du salariat ? A quand un impôt sur le revenu plus simple, plus lisible et plus légitime ? (Hervé Amoussouga). Agriculture, élevage, aquaculture et pêche. Comment mobiliser et accélérer les investissements dans la croissance verte ? (François-Michel Lambert). *Crowdsourcing* : le travail gratuit va-t-il faire partie du travail ? Démocratie environnementale. Dérèglement climatique et régulations financières (Jacques Lemercier, Thierry Libaert). Développement durable & énergies renouvelables et emploi (Jean-Marc Brûlé, François Caillaud). Ecologie de la demande (Guillaume Vuilletet). Emploi des jeunes : éternelle variable d'ajustement de la société ? Enjeux européens & défis de la France (Stanislas Hubert. En quoi l'économie digitale peut-elle contribuer à la Transition énergétique ? Enseignement supérieur et recherche (Sophie Postollec). ESS : apports et limites dans la transition écologique et sociale (Jean-Marc Brûlé). Genre ou égalité des sexes : quel féminisme ? (Nathalie Krikorian-Duronsoy ; Moegnan Doho). Gestion des déchets et énergies renouvelables (Éric Chevaillier, François Caillaud). *Gouverner la Transition écologique* (Guillaume Vuilletet, Vincent Berthiot, Dominique Lévêque, Gilles Sohm). Habitat, aménagement du territoire et politique de la ville (Guillaume Vuilletet). Industrie 4.0 (Jacques Lemercier). Inégalités sociales et crises écologiques. Innovations techniques, urbaines et sociales et rénovation du bâti (comment s'engager résolument vers du bâtiment durable) (François Thellier). La montée des extrémismes & les questions autour du Front National (Vincent Berthiot, Nathalie Krikorian-Duronsoy). La question des migrations climatiques. La question sociale, dialogue social & démocratie sociale et participative) (Philippe Debruyne). Les recompositions idéologiques françaises (Nathalie Krikorian-Duronsoy). Les enjeux ultra-marins (Janine Maurice-Bellay). Les inégalités face à la santé. Les leviers de la commande publique pour accélérer la Transition écologique (François-Michel Lambert). Les opportunités des bio-énergies. Libertés, médias, Justice (Christophe Léguevaques, Thierry Jové-Dejaiffe). Obsolescence programmée et gaspillage. Open Data & écologie politique (Philippe Guiraud). Où est passé l'intérêt général ? (Guillaume Vuilletet). PAC (Jacques Lemercier). Parcs régionaux : renforcer les conditions de protection du patrimoine naturel. Planification écologique, une idée actuelle ? PME et transition écologique. Pollutions, risques sanitaires non maîtrisés, gestion des déchets et énergies renouvelables (François Caillaud et Eric Chevaillier). Pour un aggiornamento de la politique industrielle. Privatisation du vivant. Produire et consommer autrement (Sophie Postollec). Progrès technique & progrès social (Dominique Lévêque). Protection de la nature ou protection de la biodiversité ? Protection du littoral et de la montagne. Qu'est-ce que la laïcité ? (Guillaume Vuilletet, Dominique Lévêque, Nathalie Krikorian-Duronsoy, Gilles Sohm). Quel projet politique pour demain ? (Dominique Lévêque, Gilles Sohm, Guillaume

Vuilletet). Quelle fiscalité incitative pour la Transition écologique ? (François-Michel Lambert). "Qu'est-ce que la République et qu'est-ce qu'une écologie républicaine ?" (Nathalie Krikorian- Duronsoy, Dominique Lévêque, Gilles Sohm et Guillaume Vuilletet). Renforcer l'*affectio societatis* (Nathalie Krikorian-Duronsoy, Dominique Lévêque). Révolution numérique & robotique. Risques sanitaires non maîtrisés : le traitement de l'eau (François Caillaud). Santé, Protection sociale, environnement (Gaëlle Delamarre). Sécurité & Défense (Gilles Sohm, Arnaud Houenou). Sécurité, suffisance et saveurs alimentaires (Jean-Claude Ribaut, Dominique Lévêque, Véronique Bréchaire). Solidarités inter-générationnelles. Technologies disruptives et écologie (Marie Beuzard). Tourisme et développement durable (Vincent Berthiot). Travail pour tous & temps pour soi. Aller au-delà du verdissement de l'industrie (Jacques Lemerchier). Vers une « social-écologie » ? (Dominique Lévêque, Gilles Sohm, Guillaume Vuilletet). Vieillesse, risque de dépendance et *silver économie* (Serge Guérin).

Il est clair, mais nous le pressentions, que ce programme de veille, pour pertinent qu'il était, risquait d'être hors de notre portée au moment où nous l'avons arrêté. Certes, la liste ci-dessus comporte des sous-thématiques qu'il conviendrait d'élaguer ou de regrouper.

Un gros travail de recherche de contributeurs issus des membres /sympathisants, mais aussi et extérieurs, nous attend. Car sans cela, ce programme de veille pouvant donner lieu à un travail de production restera tout simplement impossible, quel que soit les qualités, le talent, les bonnes volontés des uns et des autres.

Des sujets ont tout de même été traités, des groupes de travail (encore trop peu nombreux, mais il était sans doute illusoire de penser qu'ils eussent pu l'être en si peu de temps) ont commencé à se mettre en place, et même si nous ne sommes pas épargnés par la procrastination (pas moins qu'ailleurs !), nous pouvons remercier celles et ceux qui ont permis de démarrer quelque chose et auront à cœur d'améliorer la fréquence de leur production.

En revanche, il peut être noté que nous n'avons pas été en capacité de relancer les *Newsletters* dont il convient de se poser la question de l'opportunité (quant à la nature du support) ou de leur adaptation en fonction du public visé.

Le travail intellectuel, qui reste à mener, est donc toujours aussi copieux qu'il y a un an.

### **Impulser un travail collaboratif**

Dans cette phase nouvelle de développement, il convient maintenant d'intéresser, d'impliquer davantage les membres et sympathisants du Pré dans la production de contenu, comme de stimuler une certaine régularité dans le travail collaboratif des membres du conseil, de l'AG, et des Amis du PRé ; sans compter que nous ne devons pas oublier de faire appel de temps à autre à « la réserve » que constitue le collège des membres fondateurs.

Sachant que les membres du conseil scientifique ont évidemment toute latitude pour produire ce que bon leur semble.

Au point où nous en sommes de la relance de nos activités, nous pouvons mettre également l'accent sur la nécessité de s'agréger le concours de contributeurs extérieurs, réguliers ou ponctuels dans un rapport de liberté bien comprise et réciproque.

L'idée plus générale, maintenant que le site du Pré est actif, étant de recourir également au *crowdsourcing*, vilain néologisme (littéralement « approvisionnement par la foule ») désignant la formidable opportunité que nous offre dorénavant le site en sollicitant les

internautes qui viendraient en quelque sorte alimenter la production du PRé en participant à une coproduction originale.

Pourquoi se priver d'utiliser plus longtemps l'intelligence, la créativité et le savoir-faire des internautes ? En fait, nous faisons le pari que l'Internet participatif peut stimuler l'essor du travail collaboratif qui doit pouvoir se pratiquer plus massivement au sein du PRé. Notre site permettant aux internautes de valoriser leur expertise, leur engagement, leur enthousiasme. Au reste, nous avons d'ores et déjà ajouté au site la possibilité d'un tel espace, dénommé *Forum*, qui demandera juste au contributeur internaute, avant de soumettre toute idée ou toute analyse en ligne, de s'inscrire préalablement, en créant son profil, tout en l'informant des recommandations de base notamment en termes de format.

### III- COMMUNICATION ET PROJETS

La « résolution générale stratégique et organisationnelle *Une nouvelle formule du PRé* » adoptée lors de l'AG de mai 2015 stipulait la nécessité de renforcer les outils de communication de l'association, et décidait de :

- « Réactiver la présence du PRé sur le Web, construire un site, relancer sa page privée FB, voire créer une page publique FB, voire inaugurer notre présence sur des réseaux type Twitter, Vimeo et Dailymotion, etc.

- Y intégrer un blog interactif entre les membres, avec si possible un peu de visée philosophique, assorti d'articles de fond, généraux et thématiques, une revue des Idées, et des notes de lecture...

- Définir une politique éditoriale et de publication électronique avec des notes et, sous réserve d'en avoir les ressources, des essais. En s'astreignant cependant à une régularité et une fréquence qui reste à arrêter en fonction de nos capacités et de l'attente des adhérents et des lecteurs.

- Relancer notre *Lettre / Newsletter* aux membres sous une ou des formes qui restent à évaluer.

- Reprendre et développer nos diners-débats, y compris sur une variante fermée, à la demande, qui permettraient d'échanger et de confronter les regards d'acteurs et d'observateurs, d'acteurs économiques, sociaux et politiques, d'universitaires, d'experts, de responsables professionnels, syndicaux ou politiques ou de débattre avec l'auteur d'un ouvrage d'actualité.

- Etudier la faisabilité et expérimenter les voies possibles d'une politique de recherche et de formation avec la signature de conventions avec des organismes spécifiques.

- Après étude, il pourra être initié parallèlement une offre de prestation de services à destination des entreprises, des collectivités et des organisations professionnelles qui souhaiteraient solliciter le concours du PRé pour animer des petits déjeuners, des diners thématiques, établir des études et diagnostic, etc. Assortie d'une *Newsletter* confidentielle dédiée. Une offre qui permettrait de générer une économie plus substantielle, de contribuer au financement de ses projets et son fonctionnement, modalité dont on ne peut faire l'économie dès lors que l'on affiche la volonté de se développer. »

## Conception et réalisation d'un site sur le web

Sur le premier point de cette résolution générale, ayant trait à la construction d'un site pour le PRé, nous avons rempli le contrat, ne pouvant compter que sur les ressources personnelles des membres du Bureau (notamment Julie et Dominique), de Nathalie, d'un membre du collège des membres fondateurs (Pierre Hamouda) qui a pris en charge l'habillage esthétique, et du concours extérieur gracieux de Thomas Lévêque pour l'architecture et la réalisation.

De sorte que le PRé dispose aujourd'hui d'un site (réalisé avec Jimdo.com) qu'il convient de nourrir et d'animer.

Ce qui n'est pas la partie la plus aisée, ni la plus donnée...

**L'adresse du site est la suivante : [www.pourunerepubliqueecologique.org](http://www.pourunerepubliqueecologique.org)**

Quant au volet **Blog**, la mission est également remplie puisqu'il est en place sur le site.

Ce Blog a vocation à héberger les articles des animateurs au sens large du PRé, membres du comité exécutif, du conseil des membres, du collège de membres fondateurs, des contributeurs attirés ou potentiels et naturellement ceux des membres du conseil scientifique. Il concerne tous les sujets qui n'ont pas vocation à faire partie des *Notes du PRé*, ne sont pas suffisamment aboutis ou sont encore en chantier, ou bien n'ont pas bénéficié d'échanges entre l'auteur et le délégué général ou le comité exécutif (et/ou par la suite les animateurs des groupes de travail quand ces derniers seront consolidés). Il appelle des articles ponctuels et cible l'actualité.

**L'adresse du blog est [contact@pourunerepubliqueecologique.org](mailto:contact@pourunerepubliqueecologique.org)**

Un mot de passe est nécessaire pour y publier ses articles. Il a été communiqué par courriel aux membres du CA et pourra être (re)communiqué en tant que de besoin. Ces articles publiés sur le blog sont visibles par les internautes directement sur la page « Accueil » du site du PRé.

Nous y avons ajouté la possibilité d'un espace **Forum** destiné aux visiteurs, aux internautes qui auront la faculté d'y publier, moyennant une inscription préalable requise.

Le fournisseur de ce « Forum » est Muut (Muut, INC, Portland / Helsinki ; [info@muut.com](mailto:info@muut.com)), indépendant de Jimdo (qui ne nous en fournissait pas la possibilité) ; ce Forum des idées a pu fort heureusement être intégré au site du PRé.

Un onglet **Billets** a été également ouvert qui attend les articles des membres du comité exécutif et du conseil plus particulièrement ; son format est court (une page à une page et demie maxi), sur le modèle réactif du billet d'humeur en liaison avec l'actualité.



Une autre rubrique est en voie d'expérimentation (Cf. onglet qui s'appelle provisoirement **Avanie et framboise**) : des articles courts, illustrés si possible, sur les arts de vivre et de jouir, sur des sujets aussi variés que la culture, la musique, high Tech & SF, geekmania et vision du futur, équilibre entre science et humanisme... Un animateur (un sympathisant bénévole) est en passe d'être trouvé.

Enfin, après une période d'expérimentation et d'adaptation à un outil qui ne nous était pas franchement familier (sauf pour Julie, notre geek en cheffe !), nous sommes passés en février à une version Pro. Ceci afin de nous aider à optimiser notre visibilité sur le web, pouvoir disposer d'un nom de domaine et un compte e-mail, pour connecter facilement le site du PRé aux réseaux sociaux et optimiser la lecture sur les smartphones.

Et faire parler de nous possiblement via des articles de blog, des photos et du contenu sur Facebook, Twitter, etc.

Enfin, pour disposer de statistiques pour savoir d'où viennent les visiteurs de notre site, et disposer de plus d'espace disponible (5 GB d'espace).

L'autre difficulté à laquelle nous avons été confrontés, après avoir achevé la construction du site du PRé, fut d'optimiser son référencement sur le Net. Car le tout n'est pas tant de créer un site, encore faut-il veiller à ce qu'il soit visible sur le web ! Tâche, on ne peut plus ardue lorsque l'on lance un nouveau site.

Son référencement est déterminé naturellement avant tout par le taux de fréquentation.

Accéder au site du PRé comme à n'importe quel autre site peut se faire de plusieurs façons : par accès direct (en spécifiant l'adresse du site), par un site référent faisant un lien vers le nôtre, ou par les outils de recherche et les annuaires.

L'enjeu pour nous fut d'optimiser la visibilité de notre site sans attendre la Saint Glinglin, de le soumettre au mieux dans les différents moteurs de recherche.

Il s'est d'abord agit de le faire apparaître dans les listes de résultats des moteurs de recherche. Puis dans un second temps de le faire apparaître dans la meilleure des positions possibles sans avoir à compulsier des dizaines de pages, au risque de perdre l'internaute en cours de route.

Sans en avoir aucun, il a donc fallu se débrouiller pour mettre en place des moyens pour faire progresser notre site dans les listes de résultats des moteurs de recherche, sans bourse déliée. L'objectif étant d'obtenir la première place des résultats.

Réalisé entre septembre 2015 et janvier 2016, nous avons testé depuis lors notre nouveau site, et enfin ouvert au public en juin dernier.

Le résultat est assez honorable, pour ne pas dire inespéré, puisque nous figurons en première page, première ligne sur Yahoo Search, en seconde page, troisième ligne sur Google, en première page, première ligne sur Bing (Microsoft), en première page, neuvième ligne sur Unbubble. Et enfin en première page, première ligne sur le moteur de recherche français Qwant (moteur récent lancé en 2013) !

### **Les reprise de contact et rencontres du PRé**

En parallèle à ce travail d'architecture numérique et de communication, nous avons réamorcé un cycle de rencontres institutionnelles de manière à nous rappeler au bon souvenir de nos correspondants ou tout simplement pour nous faire connaître. Egalement

des rencontres intellectuelles. Nous avons ainsi échangé avec, entre autres : Roger Belot, Pt de la Chambre française de l'économie sociale et solidaire (ancien Pt du groupe Maif qui eût été partant pour intégrer le CS du PRé s'il n'était pas suffisamment déjà engagé, notamment au CEGES, Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'ESS, comme Pt, à la Fondation Poitiers Université, comme Pt également et surtout si, au moment même où nous l'avons sollicité, il ne venait pas d'accepter de prendre la présidence du Labo de l'Économie sociale et solidaire, dont le positionnement comme Think Tank n'a pas davantage milité en faveur de son intégration au CS du PRé); Antoinette Guhl (adjointe à la maire de Paris ) ; Philippe Corcuff (universitaire, maître de conférences de science politique à l'Institut d'études politiques de Lyon et membre du laboratoire CERLIS - Centre de recherche sur les liens sociaux, université Paris Descartes/CNRS) ; Caroline Lardy (anthropologue, enseignante chercheuse au Centre d'histoire « Espaces et culture », Maison des Sciences de l'Homme, Université Blaise Pascal de Clermont Ferrand), le Medef (et notamment le directeur, au siège, des Medef territoriaux et des fédérations professionnelles) ; François de Rugy (député de Loire-Atlantique et co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale), Pierre Bauby (ingénieur chercheur en sciences politiques, spécialiste des services publics et de l'action publique en Europe, directeur de l'Observatoire de l'action publique de la Fondation Jean Jaurès), Nelly Fesseau (secrétaire générale de l'Agence universitaire de la Francophonie - AUF), Georges Saunier et Christophe Rosé (Institut François Mitterrand), Jérôme Saddier (DG de la MNT, vice-pt du Crédit coopératif), Bernard Duwez, militant mutualiste, délégué départemental Pyrénées Atlantiques de la Mutualité Aquitaine, les dirigeants de la nouvelle formation politique Ecologistes ! (créée en sept 2015, devenue depuis parti Ecologiste) ; les dirigeants de l'UDE (Union des démocrates et des écologistes, créée en oct. 2015) ; le PS (notamment le 1er Secrétaire, puis son conseiller social) ; Bruno Le Roux, Pt du groupe socialiste (devenu SER) à l'Assemblée nationale ; le Conseil économique, social et environnemental - CESE (le directeur de cabinet du nouveau Pt Bernasconi) ; le Comité 21 (réseau d'acteurs engagé dans la mise en œuvre opérationnelle du développement durable, fondée par Huguette Bouchardeau, Bettina Laville, Simone Veil, à l'initiative de la création du Club France Développement durable, collectif d'une soixantaine de réseaux français), Séminaire ETAPE, l'Observatoire du Dialogue social...

Nous avons aussi répondu à plusieurs invitations à participer en 2015 à des Universités d'été de formations politiques : Universités d'été d'EEL-V, du Front Démocrate, du PS.

Nous avons également été invités à assister à des congrès fondateurs : celui du parti écologiste et celui de l'UDE (Union des Démocrates et Ecologistes). Et avons participé à quelques colloques où nous avons été invités, dont celui « Progressistes pour le climat » (oct 2015) autour de « 21 propositions pour la COP 21 » (co-organisé par le Parti socialiste, la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation européenne d'études progressistes, le Parti socialiste européen, le groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen et les Jeunes socialistes européens).

Nous avons rencontré la fondation Jean Jaurès; et pouvons relever que nous sommes également les correspondants électroniques de la fondation Gabriel Péri et de la fondation Copernic qui nous adressent très aimablement leurs actualités.

## Relance des diner-débats du PRé

Côté Evènements du PRé, nous avons réinitialisé le cycle des diners-débats avec notamment deux rendez-vous particulièrement marquants :

L'un avec Thierry Libaert (professeur en "Communication & Organisation", collaborateur scientifique de l'Université catholique de Louvain, directeur scientifique de l'Observatoire International des crises, administrateur de l'Institut des Futurs Souhaitables, membre du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot et du Comité Economique et Social Européen) en 2015.

L'autre avec Daniel C Esty (missi dominici Climat, Environnement, Economie verte du président Barack Obama et négociateur US dans les sommets internationaux & COP 21, après avoir été son conseiller lors de la Présidentielle de 2008 sur les questions énergétiques et environnementales au sein de l'équipe de campagne, puis au sein de l'équipe dite de « transition présidentielle », professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale, directeur du *Yale Center for Law and Environmental Policy* et administrateur du *Center for Business and the Environment* à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006 ; ancien Commissaire à l'énergie et à la protection de l'environnement pour l'État américain du Connecticut) au moment de la COP 21, avec qui nous avons organisé également une deuxième rencontre en juillet 2016.

## Axes de travail & projets

Côté axes de travail, projets, la transition écologique a bien évidemment constitué la thématique centrale du travail du PRé en 2015-16. Elle le reste.

C'est évidemment le sujet sur lequel le PRé n'a pas mérogé son attention depuis le printemps 2015. C'est que nous avons voulu suivre la préparation puis la session elle-même de la COP21 qui s'est tenu à Paris à la fin de l'année dernière.

D'autant plus que notre intérêt est renforcé par cette conviction que nous avons que cette transition écologique peut induire quelque chose d'ambitieux, un vrai projet politique.

La transition écologique est au plus près de l'humain, remettant en cause l'organisation de nos sociétés, mais aussi créatrice d'emplois, susceptible d'assurer *longue vie et prospérité*, comme disent les Klingons (sic !), pour les décennies à venir.

Elle passe, on le sait, mais il faut continuer à le dire et à le faire valoir, par l'aménagement des territoires, l'organisation d'une polyagriculture paysanne, l'installation élargie de circuits courts vers les centres villes et la valorisation d'une économie circulaire, décarbonée, déphosphatée.

La plus-value du PRé sur la question énergétique, notamment en direction des entreprises et des institutionnels, pourrait constituer à jouer les intermédiations en ingénierie sociale et politique.

Le passage à une économie bas carbone décidée lors de la COP21 va engager une mutation des modèles économiques des entreprises non pas sur 30 ou 50 ans comme on a pu l'imaginer dans un premier temps, mais d'ici 10 à 20 ans, avec pour conséquence la nécessité de faire rentrer plus vite et plus fort les enjeux de long terme comme les enjeux sociétaux dans les prises de décision.

Le PRé a les ressources en interne pour penser par exemple la question de la rénovation thermique des bâtiments, qui pourrait mobiliser d'autres fonds que ceux de la seule collectivité ; la *mobilité verte*, c'est-à-dire la question des transports publics et celle de l'aménagement du territoire, ou encore le verdissement des secteurs industriel et agricole qui pourrait passer, selon de plus en plus d'économistes, à commencer par l'économiste en chef de l'Agence Française de Développement (AFD), par un « *grand plan d'investissement vert* ».

Le PRé peut plus globalement travailler autour des « Objectifs de développement durable » actés l'an dernier par l'ONU.

Enfin, le PRé n'est pas moins bien placé pour repenser la place des citoyens, de la société civile, dans le débat démocratique, dans les entreprises, qui seront par le fait impactés par cette transition.

Comme pour faire valoir au passage l'intérêt qu'il y aurait à favoriser l'émergence de *communs* aussi bien élémentaires qu'essentiels (Cf. rapport d'orientation).

Nous avons esquissé les enjeux d'une politique possible des *communs* ; nous n'avons cependant pas beaucoup progressé depuis un an et demi, même si nous avons fait notre part pour les faire valoir. Mais sans doute pas assez.

Au plan de notre contribution à la définition d'un projet politique pour demain, ce qui correspond pleinement à notre utilité sociale, le chantier de la « social-écologie » (ou quel que soit le nom qu'on lui donne) que nous avons ouvert en 2010 et commencé à populariser depuis 2013 reste utile (Cf. rapport d'orientation).

La question sociale jamais autant d'actualité avec la tension croissante entre un capitalisme dérégulé, une démocratie fatiguée et une société déboussolée, ou encore les sujets sociétaux du moment, continueront à retenir notre attention pour les mois à venir (Cf. rapport d'orientation).

A cet égard, le PRé pourrait s'appuyer sur la campagne des présidentielles pour soumettre quelques idées, quelques mesures concrètes, susceptibles d'accompagner la transition écologique, d'affronter le défi du dérèglement climatique, la détérioration de la biodiversité, mais aussi de réduire les inégalités, d'augmenter la justice sociale et d'instaurer une justice environnementale. Autant de pistes qui pourraient constituer comme un pacte social et écologique contribuant aussi au besoin de renouveau démocratique.

Essayons de mettre en place pour cela un atelier participatif, une plate-forme collaborative et n'hésitons pas à solliciter nos sympathisants internautes.

Le PRé pourra traiter également de sujets particuliers, tel celui de la transition alimentaire.

« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. » Ainsi s'exprimait le président Chirac à l'occasion du Sommet de la Terre en 2002. Ce cri d'alarme concernant le climat mérite d'être également prononcé aujourd'hui au sujet de la situation alimentaire. Sommée de produire, l'agriculture souffre et pollue, une trop grande part de l'offre alimentaire est sans valeur nutritionnelle, de nombreuses formes de malnutrition persistent, l'obésité progresse... Cette question renvoie à cette folle course au productivisme qui n'est pas sans effets sur la santé des sols, l'utilisation des intrants, la pollution de l'environnement et l'émission des gaz à effet de serre. Et à la famine dans le monde qui si elle recule sûrement, est encore trop lente. La résolution des questions climatiques semble ainsi dépendre du succès de l'agroécologie, dont la mise en œuvre est encore incertaine, faute d'investissement.

Au plan sociologique, l'alimentation est au centre des interactions entre les organismes et leur écosystème. Elle est aussi au cœur des interactions sociales : individus, groupes, sociétés, cultures sont construits et organisés pour une bonne part autour de la recherche, de la collecte, de la production, de la transformation, de la distribution, de la répartition, de la consommation d'aliments.

Mais les sciences sociales ont dans l'ensemble plutôt négligé, jusqu'à une date récente, cet objet, longtemps considéré comme trivial sinon frivole dans sa dimension quotidienne, ordinaire. Il est aujourd'hui projeté au premier plan par la nécessité de plus en plus urgente de penser de manière systémique et complexe l'ensemble de ses dimensions, jusqu'ici fragmentées dans des champs divers et trop souvent cloisonnés : « sécurité alimentaire » (*food security*) et « sécurité sanitaire » (*food safety*), production agricole « durable » (*sustainable*), démographie, nutrition (« transition nutritionnelle ») et santé publique, cultures alimentaires, interactions sociales et processus d'individualisation de la consommation...

Il pourrait être intéressant - sans pour autant en faire un séminaire universitaire ! - d'éclairer les relations et interactions complexes entre les dimensions multiples de l'alimentation, du biologique au social. A voir...

Sur le registre « évènements », notre ambition est intacte : créer si possible au moins 6 évènements par an, trois en interne, trois en externe.

Programme des diners-débat possiblement envisageables : Patrick Bernasconi, Pt du Cese ; François-Michel Lambert ; François de Rugy ; Philippe Lamberts (député européen, coprésident du Groupe des Verts/Alliance libre européenne) ; Jean-Jacques Urvoas ; Jean-Marc Ayrault ; Emmanuelle Cosse ; Yannick Jadot ; François Asselin, nouveau Pt de la CGPME. Egalement Benjamin Stora ; Stéphanie Lux ; Céline Alvarez (ancienne institutrice de l'école maternelle Jean-Lurçat de Gennevilliers -Hauts-de-Seine où elle avait entrepris, en 2011, de croiser la pédagogie Montessori avec la recherche en sciences cognitives, auteure de *Mon Année Positive*, ed. ZenenSoi, 2014).

Etudions également la faisabilité de co-production d'évènements particuliers avec d'autres Think tank, ONG, associations, Institutions que nous pourrions expérimenter en 2017.

*Les Cercles de la Transition écologique* : c'est une idée présentée et adoptée par le conseil du 2 février 2016. Cette initiative a le mérite de réaliser une des orientations du PRé arrêtées lors de son AG de Mai 2015, consistant à imaginer une Newsletter et/ou des rencontres qui

cibleraient plus spécialement le monde de l'entreprise, tout en faisant valoir la plus-value du PRé, et tout en ménageant quelques ressources financières. Il s'agit de la mettre en œuvre. Dans ces conditions, si l'AG l'adopte de la même façon, il conviendra peut-être, pour préserver le caractère de non-lucrativité du PRé, de mettre en place une structure dédiée, notamment pour raisons fiscales, qui pourrait s'appeler « Pré Développement ». En regard des dispositions légales existantes. Cet axe de travail vous sera soumis dans le cadre de la présentation du rapport d'orientation. Dans cette hypothèse un-e chef-fe de projet sera indispensable.

## CONCLUSION

Compte tenu de ses forces et de ses moyens actuels, le bilan d'activités que nous pouvons tirer est honorable. Il reste cependant en deçà de nos ambitions affichées lors de l'AG de Mai 2015.

Le PRé doit surtout redoubler d'effort en produisant contenu, analyses, idées, propositions, en suscitant des contributions diverses et variées. Sans rechigner à entrer dans le dur de certains sujets et sans hésiter à élargir le cercle de ses contributeurs.

Ce doit être notre priorité N°1.

Il convient enfin de souligner ici ce que ce bilan doit aussi à Nathalie Krikorian-Duronsoy. Les activités et le travail du PRé ont pu en effet être facilités grâce au concours gracieux de Nathalie, qui a bien voulu accepter (comme déléguée générale bénévole) de nous accompagner un temps dans notre phase de redynamisation du PRé.

Philosophe, analyste du discours politique et des idéologies, ancien membre du Laboratoire de "Lexicologie politique" (ENS-Saint Cloud-CNRS), auteure à *Influences* ("Agence de presse des idées"), à *Atlantico*, et intervenante sur France Inter, la mission de Nathalie fut de nous aider à montrer le bout de notre nez dans le paysage des think tank et fondations, mais aussi de commencer à nous rendre visible du monde intellectuel, grâce à son réseau, après quelques deux ans d'activités au ralenti.

C'est que passant du groupe de réflexions, du club, au think tank, il s'est agi d'optimiser la visibilité du PRé et de renforcer sa légitimité.

Sa mission consista en définitive, en liaison avec le secrétaire général, à « transformer » les résolutions de l'AG du 24 mai 2015, à commencer par celle ayant trait à la création d'un conseil scientifique, à stimuler notre réflexion, et plus généralement à contribuer à la formulation du sens, à son articulation, à sa mise en perspective, à sa prise de conscience. Le temps lui a malheureusement manqué pour étudier les possibilités de mener une politique d'études et recherches.

A terme, elle eût pu aussi coordonner le programme d'activités, la production d'idées. Rappelons que le recours à Nathalie le fut, comme convenu dès le départ, à titre temporaire; sa mission aura duré 6 mois (de Juin à déc. 2015), avec « option » de plus longue durée, sous réserve d'entente mutuelle et sous réserve de pouvoir dégager les moyens nécessaires pour, sinon la rémunérer, du moins l'indemniser quelque peu. Le fait est que cela n'a malheureusement pas été possible jusqu'à maintenant, ni dans la première option ni dans la seconde. Il n'est évidemment pas satisfaisant que la déléguée générale en fut de sa poche quand elle devait rencontrer tel ou tel acteur, telle ou telle personnalité, à commencer par celles que nous avons sollicitées pour intégrer le conseil scientifique. L'oblativité a ses limites. Nathalie reste en sympathie avec ce que nous faisons, prête à aider comme tout un

chacun d'entre nous et, le cas échéant, disposée à reprendre du service. Je souhaiterais personnellement que Nathalie puisse accepter a minima de se charger de l'animation du conseil scientifique. Pour l'heure, elle est accaparée par mettre la dernière main à la rédaction de son livre avant publication. Nous la remercions en tous les cas pour son amabilité, le travail fourni, son écoute, sa sagacité (toujours constructive), sa disponibilité à notre égard, ses encouragements et lui souhaitons plein succès dans son entreprise actuelle.

*That's all folks !*